



Quand les démocrates récupèrent la country

Longtemps perçue comme réactionnaire, et à ce titre méprisée des élites progressistes, la country séduit désormais le pays entier. Soucieux de conquérir les Blancs pauvres du Sud qui n'avaient pas voté pour eux en 2008, les démocrates ont bien compris que cette musique ne saurait être l'apanage des républicains.

Par Sylvie Laurent *

LES gesticulations républicaines autour de la désignation de leur candidat à l'élection présidentielle de novembre 2012 ne firent pas oublier au président sortant qu'il se trouvait lui-même engagé dans une campagne de séduction, destinée à convaincre ceux qui n'avaient pas voté pour lui en 2008. Ainsi, le 21 novembre 2011, le couple Obama a-t-il organisé un festival de musique country à la Maison Blanche, rebaptisée pour

l'occasion « Maison du peuple », avec en vedettes James Taylor, Lyle Lovett ou encore Dierks Bentley. Le président confia avoir appris, au fil de ses rencontres avec ses concitoyens, à apprécier lui aussi cette musique « qui leur est si chère ».

Une telle initiative ne manquait pas de panache. En effet, cette forme privilégiée de la culture populaire de l'Amérique blanche, ordinairement méprisée par la fine fleur de Washington, est perçue comme un espace symbolique de la réaction : haine de l'Etat, défiance à l'égard des minorités et dénonciation des élites urbaines. Incontestablement, le président Barack Obama s'aventurait sur des terres davantage acquises au Tea Party qu'aux démocrates – surtout noirs et diplômés de Harvard.

*Auteure de *Poor White Trash. La pauvreté odieuse du Blanc américain*, Presses de l'université [Paris-Sorbonne](#) 2011.





L'affirmation d'un ressentiment d'hommes blancs du terroir (*grass-roots*) retrouvant une américanité qu'ils pensent confisquée et dévoyée a une longue histoire. M. Obama a bien compris qu'elle ne saurait être l'apanage du Parti républicain et des caricatures de *rednecks* (1). Quittant son Sud natal, la country music avec ses accents désuets évoquant un cow-boy mal fagoté conquiert en effet depuis quelques années l'univers culturel de l'Amérique entière.

Ainsi, deux des trois meilleures ventes d'albums de l'année 2010 étaient des albums d'artistes country : derrière le rappeur Eminem, on trouvait *Need You Now* du groupe Lady Antebellum, suivi de Taylor Swift avec son album *Speak Now*. A eux deux, ils totalisaient près de six millions

d'albums vendus ; depuis le début de sa carrière, Swift aurait déjà écoulé plus de vingt millions de disques. Au cinéma, le genre gagne également ses titres de noblesse depuis que le film biographique du chanteur Johnny Cash, *Walk the Line*, a gagné un Oscar en 2005. Quatre ans plus tard, le film *Crazy Heart*, qui narre les errances d'un ancien chanteur country alcoolique et solitaire, fut encensé par la critique alors que *Country Strong*, sorti en France durant l'été 2011, a touché un vaste public. Encore plus significatif, peut-être, en avril 2011, l'une des

(1) Terme péjoratif désignant les Blancs ruraux, en particulier dans les Etats du Sud, représentés comme des brutes alcooliques et arriérées.

Barack Obama devant les décombres

2008. 15-16 septembre. Liée à la crise des *subprime*, la banque Lehman Brothers dépose le bilan, la Réserve fédérale refusant de la sauver. L'Etat rachète le numéro un mondial de l'assurance, American International Group (AIG).

3 octobre. Adoption du plan de sauvetage bancaire de 700 milliards de dollars (plan Paulson), conçu pour éviter l'effondrement des marchés financiers.

11 décembre. Arrestation de l'ex-président du Nasdaq Bernard Madoff, gestionnaire d'un fonds d'investissement et auteur d'une fraude boursière de 50 milliards de dollars.

2009. 20 janvier. Prise de fonctions de M. Barack Obama. Le déficit budgétaire est évalué à 1 300 milliards de dollars.
30 janvier. M. Obama signe une loi sur l'égalité salariale entre hommes et femmes et promet d'annuler les lois antisyndicats de son prédécesseur.

10 février. Nouveau plan de soutien au secteur financier de plus de 2000 milliards de dollars, pour faciliter le crédit et décharger les banques d'actifs « toxiques ».

17 février. Promulgation d'un plan de relance de l'économie de 787 milliards de dollars, dont un tiers est affecté aux allègements fiscaux en vue de favoriser la consommation.

18 février. Washington débloque un fonds de stabilisation de 75 milliards de dollars afin d'enrayer les saisies immobilières et de réaménager les prêts des ménages en difficulté.

16-19 mars. Après le scandale des bonus versés aux cadres dirigeants d'AIG, le Congrès décide de taxer à 90 % les primes touchées par les salariés émargeant à plus de 250 000 dollars par an dans les entreprises renflouées par l'Etat.

23 mars. Le ministre des finances, M. Timothy Geithner, présente son programme public-privé (entre 500 et 1 000 milliards de dollars), destiné à purger le secteur bancaire des actifs à risque.

30 mars. M. Obama dévoile son plan de sauvetage de l'industrie automobile, qui comprend des mesures fiscales pour faciliter l'achat de voitures « propres » et une aide financière à Chrysler et General Motors, moyennant des restructurations « viables ».

30-31 mai. Chrysler se place sous la protection du chapitre XI de la loi sur les faillites. General Motors dépose le bilan ; l'Etat lui injecte 30 milliards de dollars, détenant alors 61 % de son capital.

2 octobre. Le taux de chômage atteint 9,8 %, son plus haut niveau depuis juin 1983 (10,1 %).

11 décembre. Le Trésor impose de limiter à 500 000 dollars annuels le salaire des cadres supérieurs des entreprises bénéficiaires d'une aide publique, comme Citigroup, AIG ou General Motors.

24 décembre. Après la Chambre des représentants en novembre, le Sénat adopte la réforme du système de santé présentée au Congrès en septembre par M. Obama. Elle impose une couverture médicale à 32 millions d'Américains qui en sont privés, mais ne comprend plus la création d'un assureur public prévue initialement. Elle sera promulguée le 30 mars 2010, après le vote des amendements quelques jours plus tôt.

.../...

plus grandes stars de rythm and blues (R'n'B) du pays, la chanteuse noire Rihanna, s'est invitée sur la scène des Country Music Awards – considérés jusqu'alors comme le summum de la ringardise –, témoignant du « moment » country des Etats-Unis contemporains.

L'histoire de ce genre musical plonge ses racines dans un monde rural américain isolé où, au début du XX^e siècle, quelques producteurs avisés vinrent dénicher les *old time songs* (chansons d'autrefois) censées incarner la véritable âme américaine. Si les premiers enregistrements datent du début des années 1920, certains historiens et ethnomusicologues en font remonter l'existence à la guerre d'Indépendance (2). Les ballades et chants folkloriques à l'instrumentation reconnaissable (guitare, banjo, voix) et aux paroles mélancoliques séduisent surtout le cœur de l'Amérique rurale, en particulier au lendemain de la Grande Dépression. Si les Noirs opprimés ont le blues, les communautés rurales des montagnes ou des plaines enclavées ont la country, parfois appelée *hillbilly blues* (« blues du péquenaud »). Celle-ci décline en effet l'idéal pastoral des pionniers, la vision mythique d'un Sud blanc, populaire, préservé des corruptions du monde – mais également fragile –, tout en ravivant un nationalisme jacksonien (3) suranné. Après la cuisante défaite de 1865 lors de la guerre de Sécession, la nostalgie teintée d'amertume d'un Sud vaincu constitua l'arrière-plan de ce que deviendra la country : la bande-son d'un patriotisme américain contrarié.

*Un refrain légendaire de 1969
constitue une déclaration de haine
vis-à-vis des hippies des campus
aux cheveux longs.*

LELLE FUT fréquemment brandie comme une arme et un bouclier face à la menace de dilution de l'identité américaine, concept d'autant plus fallacieux qu'il existe en réalité une infinie variété au sein du genre musical lui-même. Non sans ironie, le Texas, en produisant des chanteurs à l'allure de mauvais garçons, introduisit de la modernité dans la tradition. Mais c'est la frange la plus conservatrice qui marque les esprits. En 1969, le titre légendaire *Okie From Muskogee* du chanteur Merle Haggard constituait une déclaration de haine vis-à-vis de ces hippies à cheveux longs qui, sur les campus et dans les villes du Nord, menaient selon lui le pays à sa perte. Haggard, ancien détenu et porte-parole des travailleurs exploités, aurait pu devenir un nouveau Woody Guthrie, chanteur folk et barde socialiste de la conscience prolétarienne. Mais il se fonda dans son époque, où les valeurs morales sont l'ordre, la nation et l'entre-soi : Richard Nixon, en affirmant en 1974 que cette musique du peuple « rendait l'Amérique meilleure », a emmaillotté le genre dans le drapeau étoilé. La country séduit désormais le pays entier et c'est hors des Etats du Sud qu'elle se vend le plus. Ronald Reagan l'affirmait en 1983 : il s'agit là d'une des rares formes d'art purement américaine, patriotique dans l'âme.

Pourtant, certains parmi les chanteurs à Stetson les plus célèbres furent loin de ce lieu commun : les uns opposés à la guerre du Vietnam ou pour la légalisation des drogues, les autres ardentes féministes ou contempteurs du monopole de Nashville (Tennessee) sur la production country. Mais le marketing habile des maisons de production, tout en mettant le genre au goût du jour par l'infusion de rock dans son répertoire, s'assura que les radios diffusent avant tout les héros du patriotisme des « vrais » Américains, ceux des petits patelins oubliés.

Le Texas devint la terre de prédilection du genre (4). M. Bush paracheva sa droitisation en déclarant qu'il s'agissait de sa musique préférée :

la rhétorique de l'authenticité et de la « solidarité culturelle » s'affirma encore davantage. Après le 11-Septembre, les producteurs virent dans le regain d'attachement aux signes et aux fétiches de l'américanité – on parle des *Americana* – une aubaine pour la commercialisation de titres adéquats. A l'unisson d'un président belliqueux, le célèbre Toby Keith entonna *Courtesy of the Red, White and Blue*, promettant de « rouster » ceux qui avaient osé s'en prendre à l'Amérique.

En 2003, la star aux vingt-cinq millions d'albums était accompagnée de Willie Nelson pour chanter, dans *Beer for My Horses*, que l'Amérique du peuple devait se faire justice elle-même, comme au temps où, à la façon texane, on pendait à un chêne les représentants des forces du mal. Malgré quelques réactions inquiètes face à cette nostalgie ambiguë, le titre resta six semaines en tête des ventes, devenant l'un des plus grands succès de Keith, au point d'être adapté au cinéma en 2008, avec le chanteur dans le rôle principal.

Lors de la campagne présidentielle de 2008, les chanteurs de country ne se sont pas tous rangés du côté républicain.

LA CONFUSION entre patriotisme et nationalisme, entre louange des valeurs perdues de M. Tout-le-Monde et exaltation idéologique, fut donc troublante. En mars 2003, Nathalie Maine, chanteuse du groupe Dixie Chicks (« poulettes du Sud »), déclarait lors d'un concert au Royaume-Uni avoir honte de partager les origines texanes du président Bush. En quelques jours, les Dixie Chicks furent l'objet de violentes attaques dans les médias ; toutes les stations de radio boycottèrent leur musique (5). Certes, l'auditoire traditionnel avait été piqué au vif par une déclaration faite hors du territoire national et jugée d'autant plus déplacée qu'elle exacerbait un contexte déjà électrique. Mais cette mise au ban brutale ne fut en rien spontanée. On sait aujourd'hui que la charge fut essentiellement orchestrée par Clear Channel Radio, entreprise basée au Texas et propriétaire de mille deux cent cinquante stations, inquiète des répercussions politiques de tels propos. D'ailleurs, d'autres dans le monde de la country music critiquèrent la guerre d'Irak, y compris des artistes de premier plan comme Roseanne Cash, Sheryl Crow, Haggard lui-même ou Steve Earle. Ce dernier, en écho aux chants contestataires des années 1970, fredonnait en 2004, dans *Rich Man's War* : « *Bobby avait un aigle et un drapeau tatoués sur le bras / Rouge, blanc et bleu jusqu'au bout des ongles quand il a atterri à Kandahar / Il a laissé une jolie petite femme et une petite fille / Ainsi qu'une pile de factures à payer pour aller sauver le monde / A fait un an maintenant et il y est encore / A pourchasser des fantômes dans l'air sec / Alors qu'à la maison on a saisi sa voiture / Encore un autre garçon sans le sou envoyé faire la guerre de l'homme riche / Quand apprendrons-nous ?* »

Lors de la campagne présidentielle de 2008, les chanteurs de country qui ont exprimé publiquement leur soutien à l'un des candidats étaient loin de se ranger unanimement du côté républicain ; Keith, le chantre

(2) Charles K. Wolfe et James Edward E. Akenson, *Country Music Goes to War*, The University Press of Kentucky, Lexington, 2005.

(3) Forme de nationalisme intransigeant, du nom d'Andrew Jackson, septième président américain (1829-1837).

(4) Aaron A. Fox, *Real Country : Music and Language in Working-Class Culture*, Duke University Press, Durham, 1994.

(5) Lire Jessie Emkic, « Une chasse aux sorcières contre les Dixie Chicks », *Le Monde diplomatique*, mars 2008.

.../...

2010. 14 janvier. Les grandes banques ayant renoué avec les profits et les primes, M. Obama annonce l'instauration d'une taxe pour qu'elles remboursent aux contribuables jusqu'à 117 milliards de dollars.

16 avril. L'autorité de régulation des marchés financiers (SEC) poursuit Goldman Sachs pour fraude. La banque d'affaires est accusée d'avoir dupé ses clients en 2007 en continuant à leur vendre des titres à risque. **21 juillet.** Loi sur la réforme du système financier (loi Dodd-Frank), la plus importante depuis les années 1930. Elle interdit le sauvetage des établissements bancaires aux frais de l'Etat et encadre les prêts usuraires.

2 novembre. Raz de marée électoral républicain lors du scrutin législatif de mi-mandat.

3 novembre. La Réserve fédérale décide d'acheter 600 milliards de dollars en bons du Trésor pour soutenir la reprise.

18 novembre. Retour à Wall Street de General Motors. Grâce aux 23 milliards de dollars levés par le constructeur automobile – un record pour une introduction en Bourse –, la participation de l'Etat dans son capital passe de 61 % à 33 %.

16 décembre. Afin de maintenir les allocations des chômeurs de longue durée, le président consent, à l'issue d'un compromis passé avec les républicains, à reconduire les réductions d'impôts datant de l'ère Bush, qui favorisent les hauts revenus.

2011. 11 février. Réforme du financement du logement. Les deux géants du crédit hypothécaire, Fannie Mae et Freddie Mac, à l'origine de la crise immobilière de 2007 et placés sous tutelle publique en 2008, voient leur rôle réduit au minimum au profit du secteur privé.

2 août. A l'issue d'un accord trouvé in extremis au Congrès, le plafond de la dette américaine, établi à 14300 milliards de dollars (100 % du PIB), est relevé de 2500 milliards en contrepartie d'importantes coupes budgétaires.

5 août. L'agence de notation Standard & Poor's abaisse la note de la dette souveraine des Etats-Unis de «AAA» à «AA+». Les marchés boursiers dévissent.

8 septembre. M. Obama expose un nouveau plan de 447 milliards de dollars pour lutter contre le chômage.

17 septembre. L'occupation du parc Zuccotti, près de la Bourse de New York, par un millier de manifestants anticapitalistes marque le début du mouvement de protestation populaire Occupy Wall Street.

28 septembre. Le gouvernement charge la Cour suprême de statuer sur la constitutionnalité de la réforme de l'assurance-maladie, contestée par vingt-six Etats et par la Fédération nationale de l'entreprise indépendante (NFIB), qui ont déposé deux recours.

2012. 17 février. Le Congrès vote la prolongation jusqu'à la fin de l'année des abattements fiscaux pour les salariés (1000 dollars par an) et l'extension des allocations-chômage. Près de 160 millions d'Américains sont concernés.

3 mai. La première banque d'affaires américaine, JP Morgan Chase, fait état d'une perte de 2 milliards de dollars, due à des prises de positions spéculatives douteuses.

28 juin. Au terme de trois mois de débats, et par cinq voix contre quatre, la Cour suprême juge la loi sur l'assurance-maladie conforme à la Constitution.

de la manière forte face aux ennemis de l'Amérique, qui avait défendu M. Bush contre les Dixie Chicks, a même exprimé sa sympathie pour M. Obama. Les cow-boys, eux aussi, sont las de cette amertume vaine et de ce patriotisme qui ne les a pas protégés du désenchantement tant de fois conjuré dans les chansons populaires. *Crazy Heart* comme *Country Strong* sont des films d'antihéros, de stars sur le retour qui cherchent une rédemption devant un drapeau fatigué. Bien sûr, Fox News n'a pas manqué d'inviter les plus conservateurs et les plus bravaches d'entre eux. Et le Tea Party a mobilisé nombre de chanteurs country dans ses rassemblements. Il partage avec eux de nombreux points communs. De même que les faiseurs de *hits* de Nashville passent la musique traditionnelle à la moulinette de leur stratégie commerciale, ces rassemblements hétéroclites sont savamment mis en scène par des groupes d'intérêts puissants. Dans les deux cas, on trouve un discours sur une conscience de classe qui, ne parvenant pas à se dire, prend le masque de l'identité culturelle. *Teabaggers* et *countrymen* célèbrent le mythe américain d'une société sans classe, mais n'existent paradoxalement que dans le récit victimaire du mépris de classe.

Dans un article publié en juillet 2010 par *The American Spectator*, l'universitaire Angelo Codevilla analyse le creusement effarant des inégalités sociales aux Etats-Unis. Il oppose une *ruling class* (classe dominante) qui aurait dépassé les ancrages partisans et une classe populaire qu'il nomme *country class*, déconsidérée par l'élite et abandonnée des grands partis politiques. C'est sans doute cette dernière qui se console aux accents de la country music. Certains artistes sortent du mensonge en révélant la nature socio-économique du déclassement, tel le chanteur John Rich – fervent soutien de M. John McCain, candidat républicain à l'élection présidentielle de 2008 –, qui dénonce aujourd'hui les responsables de Wall Street. Les plus grands succès viennent d'artistes débarrassés des signes ostentatoires de la « tradition » : si le groupe Lady Antebellum parvient à séduire bien au-delà du public habituel, c'est, malgré son patronyme connoté, sans la moindre allusion politique ou identification régionale.

Officier du spectacle

PUISQUE films et jeux vidéo de guerre ont couvert d'or leurs producteurs, pourquoi la télé-réalité ne tirerait-elle pas à son tour profit du culte voué aux armées ? Le 13 août dernier, la National Broadcasting Company (NBC, groupe General Electric) diffusait le premier épisode de « Stars Earn Stripes », une émission mettant en scène huit célébrités de seconde zone engagées dans une opération commando. Cornaqués par de vrais militaires qui leur apprennent à tirer et à ramper, les apprentis soldats chauffés à blanc s'élancent en binôme, fusil à la main, pour faire sauter une base ennemie avant de détalier en hélicoptère. Les plus lents sont éliminés. Neuf Prix Nobel de la paix – mais pas M. Barack Obama – ont réclamé l'arrêt de ce divertissement qui présente la guerre comme un sport ludique. M. Richard (« Dick ») Wolf, le producteur, y voit plutôt un « chant d'amour adressé à ceux qui garantissent notre sécurité ». Réalisé comme il se doit au profit d'œuvres caritatives, le programme a pour invité et commentateur vedette le général retraité Wesley Clark.

L'homme n'a pas toujours été un bateleur de foire audiovisuelle. Diplômé d'Oxford et de West Point, décoré par le président William Clinton, candidat éphémère à l'investiture démocrate en 2004, M. Clark dirigea en 1999 la guerre menée par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en

Chanteuse de Nashville, désignée artiste de l'année aux American Music Awards de 2011, Swift n'entonne que des histoires de belle campagne et d'amours fleur bleue. Mais lorsque, à l'occasion d'une cérémonie de remise de prix, en 2009, elle est malmenée sur scène par le rappeur Kanye West, qui conteste la légitimité de son trophée, M. Obama lui-même se sent obligé de condamner le geste. Vulnérable et sans crânerie, la chanteuse de country music est alors le visage innocent et consensuel d'un pays que l'on dit profond, abritant des millions de citoyens balayés par la crise économique et l'arrogance des puissants, et qui retrouvent, en écoutant une musique populaire et populiste aux leitmotifs nostalgiques, une raison de célébrer leur américanité.

Sylvie Laurent



Yougoslavie. Les soixante-dix-huit jours de bombardements aériens furent alors justifiés au nom du « droit humanitaire », l'armée yougoslave ayant entrepris d'expulser les Albanais du Kosovo, mais aussi par la volonté de contre-carrer un plan baptisé « Fer à cheval » prétendument dressé pour les exterminer. L'existence d'un tel projet sera démentie, ruinant l'hypothèse d'un génocide en préparation.

Depuis sa retraite en 2000, M. Clark incarne dans la presse l'archétype du gentil soldat progressiste. Son portrait le plus ruisselant fut peut-être publié en France, dans les colonnes du *Nouvel Observateur* (11 septembre 2003). Détaillant « le CV exceptionnel » du vétéran, l'hebdomadaire racontait : « En 1997, il prend la tête des forces de l'OTAN, un poste qui l'amènera à diriger la guerre du Kosovo, deux ans plus tard. Une campagne essentiellement aérienne, qui sauvera 1,5 million d'Albanais du génocide (...). Outre ses yeux bleus d'acier et sa belle gueule, Wesley Clark a d'autres atouts. » Suffirent-ils à convaincre les téléspectateurs que la guerre est un jeu ?

Pierre Rimbart